

1- SITUATION HUMANITAIRE

1.1 Sécurité alimentaire et nutrition

Baisse ou suppression des taxes sur les produits alimentaires - Cilss

Des experts du Comité Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel (Cilss) ont recommandé aux neuf pays membres que sont le Burkina Faso, le Mali, le Niger, le Tchad, la Gambie, la Guinée-Bissau, la Mauritanie, le Sénégal et l'archipel du Cap-Vert, de baisser ou de supprimer totalement les taxes sur les produits alimentaires. Lors de la concertation régionale sur la situation alimentaire et nutritionnelle au Sahel et en Afrique de l'Ouest tenue du 17 au 21 mars à Nouakchott en Mauritanie, les représentants des pays membres du CILSS, de la CEDEAO et les partenaires ont passé en revue la situation agricole de la sous région. Excepté le Liberia, la production agricole prévisionnelle 2007/2008 des pays du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest est de 48 066 000 tonnes contre 49 121 000 tonnes en 2006/2007. Cependant, cette production est inégalement répartie entre les pays et à l'intérieur de ceux-ci, avec des déficits importants au Sénégal, au Cap-Vert, en Gambie et à l'extrême Nord du Nigeria et du Ghana.

Mais selon certains opérateurs, les gros producteurs du Nigeria et les commerçants grossistes au Mali, Bénin, Burkina Faso, Niger et Nigeria détiendraient d'importants stocks qui, une fois libérés, pourraient significativement améliorer l'approvisionnement dans les marchés. Par ailleurs, les prix pratiqués varient selon les produits et les zones. Trois grandes zones d'évolution au Sahel et en Afrique de l'Ouest se dégagent nettement :

- Dans la partie Est (Niger, Nigeria, Tchad et Bénin), la situation est marquée par un important déficit en céréales au Nord Nigeria et une forte demande des industries agroalimentaires. Les prix des céréales accusent une forte hausse qui commence à affecter l'accès aux aliments, particulièrement au Niger et au Nigeria ;
- Dans la partie Centrale (Burkina Faso, Mali, Ghana, Togo et Côte d'Ivoire), les prix des céréales sèches évoluent normalement. Toutefois, on note des hausses significatives pour le riz à cause essentiellement du contexte international ;
- Dans la partie Ouest (Sénégal, Mauritanie, Guinée Bissau, Gambie, Cap-Vert), on assiste à une hausse modérée des prix des céréales sèches et une forte hausse des prix des denrées importées. Dans ces pays, plus dépendants des importations du riz et du blé, les difficultés d'approvisionnement et d'accès menacent déjà la sécurité alimentaire des ménages.

Actuellement la situation alimentaire est globalement satisfaisante dans la zone Centre de la sous-région mais elle reste préoccupante dans certaines zones du Niger, de la Gambie, à l'extrême nord du Nigeria, au nord-est de la Guinée Bissau, au sud-est de la Mauritanie, au Sénégal, au Cap-Vert, dans les centres urbains et dans les zones structurellement déficitaires. Dans d'autres zones de certains pays, la situation alimentaire reste fragile à cause de l'insécurité.

En ce qui concerne la situation nutritionnelle au Sahel et en Afrique de l'Ouest, elle montre d'ores et déjà des tendances préoccupantes qui doivent appeler à un renforcement des actions nutritionnelles. Il est important d'améliorer l'accès pour les populations vulnérables à des denrées alimentaires diversifiées dans les court, moyen et long termes.

La situation alimentaire et nutritionnelle peut se détériorer davantage les mois prochains si le fonctionnement des marchés et l'accès aux denrées alimentaires ne sont pas améliorés. Une hausse généralisée des prix et des difficultés d'approvisionnement en céréales sont à craindre particulièrement pendant la période de soudure. Ce risque est d'autant plus réel que les stocks institutionnels (stocks nationaux de sécurité alimentaire, stocks d'intervention) et communautaires, bien que relativement importants, ne seront pas en mesure de répondre à toutes les sollicitations.

Burkina Faso

Le Centre-Sud et le Centre-Est face à l'insécurité alimentaire

Cette année, la production agricole ne pourra couvrir que 65% au Centre-Sud et 63% au Centre-Est du Burkina Faso contre respectivement 93% et 91% l'année dernière et 109% et 99% deux ans auparavant. Selon la mission d'évaluation rapide menée par le Programme Alimentaire Mondial (PAM) du 16 au 25 janvier 2008, la production céréalière pour la campagne 2007/2008 est estimée à 271.500 MT dans ces deux régions, ce qui constitue un besoin d'importation de 126.800 MT. Le déficit céréalier évalué respectivement à 30% et 25% mettra une bonne frange de la population dans une grave situation d'insécurité alimentaire, notamment les plus vulnérables à savoir les enfants, les femmes et les personnes âgées.

Comparée aux autres régions, le Centre-Sud est le plus touché par les inondations en termes de victimes, avec 2,713 ménages affectés ce qui correspond à 31,640 personnes ou 34% de la population. Quelque 1750 greniers ont été dévastés et 17698 hectares de cultures détruits. Dans la région du Centre-Est, 2250 ménages, environ 14,200 personnes ou 15% de la population, ont été affectés par les inondations de 2007. Plus de 2750 maisons ont été détruites et plus de 3000 hectares de cultures inondées.

La situation alimentaire dans les deux régions a été aggravée par la baisse de la production au Togo et au Ghana voisins. Les échanges commerciaux entre le Centre-Sud du Burkina Faso et la partie Nord du Ghana, surtout en ce qui concerne le maïs, ont toujours été bons et contribuaient à maintenir un approvisionnement acceptable du marché. Cette année, à cause des inondations, le Ghana est confronté à un important déficit agricole, ce qui a un impact sur les marchés du Centre-Sud. De même, il y'a une forte demande cervelière du Togo, ce qui pourrait réduire la disponibilité en aliments et accroître les prix dans la région du Centre-Est. Pour toutes ces raisons, la période de soudure est attendue dès le début du mois d'avril. Pour parer le manque, le Gouvernement Burkinabé reste très vigilant quant à l'exportation des céréales. Selon le PAM, la douane et la police à la frontière avec le Ghana arrête toute exportation d'aliments.

Le pouvoir d'achat des ménages ruraux se détériore de jour en jour. Les effets d'une situation nutritionnelle critique des couches les plus vulnérables sont déjà visibles. Pour aider les ménages à faire face à une situation de sécurité alimentaire fragile et éviter une crise alimentaire majeure, il est urgent d'assister les plus vulnérables au moins jusqu'aux prochaines récoltes

Mauritanie

Une crise alimentaire grave annoncée en Mauritanie (PAM)

A cause de la hausse des prix des céréales sur le marché mondial, la Mauritanie risque de connaître une grave crise alimentaire. Selon le Programme Alimentaire Mondial (PAM) la Mauritanie, qui importe 70% de ses besoins alimentaires, fait face aux effets conjugués de la hausse du prix du pétrole, des matières premières, des produits alimentaires en plus de la réorganisation des principaux itinéraires commerciaux maritimes et de l'affaiblissement du dollar.

Le PAM avait prévu un programme global de 29.000 tonnes de produits alimentaires mais les besoins seront beaucoup plus importants. Plus de six millions de dollars d'aide d'urgence seront nécessaires pour mettre en œuvre des activités de distribution gratuite, de nutrition, de vivres contre travail, approvisionner les stocks céréaliers locaux et les cantines scolaires. Une aide sera aussi orientée vers les rapatriés du Sénégal, avec le programme relatif au retour des réfugiés mauritaniens conduit par la Mauritanie, le Sénégal et le Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR).

La crise alimentaire atteindra son pic entre mai et juillet durant la période de soudure. Conformément à la recommandation du Cilss au neuf pays membres, le PAM suggère également à l'Etat mauritanien de détaxer les produits alimentaires pour faire face à la crise.

Déjà en 2007 la malnutrition aiguë touchait 11,9% des Mauritaniens, selon une étude publiée en septembre 2007 par le ministère de la Santé et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF). Dans les 17 communes les plus gravement touchées du pays, toujours selon cette même étude, une personne sur cinq manquait d'alimentation adéquate. Une dernière étude menée par le Gouvernement et le PAM sur la sécurité alimentaire, et qui devrait être publiée en avril, fera état d'une augmentation de 15% du nombre de familles qui ne disposent pas de vivres en quantité suffisante tout au long de l'année.

Guinée Bissau

Les stocks céréaliers s'amenuisent

Les stocks céréaliers dans l'Est, le Nord-Est et le Sud de la Guinée Bissau commencent à s'amenuiser. Ces zones ont été visitées par la mission conjointe d'évaluation de la situation alimentaire et nutritionnelle menée du 17 au 22 février 2008. Il en est de même dans le Nord-Ouest du pays visité par le Programme Alimentaire Mondial (PAM) et l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO). Face à la faiblesse des disponibilités sur les marchés locaux, certaines populations, se ravitaillent en produits alimentaires dans les marchés frontaliers, notamment à Diaobé, au Sénégal. Comme d'habitude, les populations s'adonnent également à des stratégies courantes pour survivre : ventes de petits ruminants, de volaille, de porcins, et d'huile de palme. Elles s'adonnent aussi à la culture maraîchère, à la fabrication et commercialisation de charbon ainsi qu'à d'autres activités génératrices de revenu.

La production céréalière prévisionnelle nette pour la campagne 2007/2008 serait de 151, 516 tonnes, sous réserve que ces prévisions de récoltes doivent être revues et confirmées selon les résultats des enquêtes déjà effectuées mais non encore publiées. Le riz récolté cette année est estimé 53, 208 tonnes de riz alors que les céréales sèches seraient de l'ordre de 98, 308 tonnes. Cette production permettrait de couvrir 61% des besoins de consommation de la population. Cependant, la production rizicole connaît une hausse de 3,6% par rapport à la campagne précédente. Dans les zones Sud du pays, y compris dans les îles, le riz est la principale céréale cultivée et représente la base de l'alimentation des ménages et la principale source de revenu.

La situation alimentaire pourrait être plus difficile à cause de la mévente, pour la troisième année consécutive, de la noix d'acajou qui se vendrait entre 50 et 75 francs CFA le kilogramme. La culture de l'acajou a fait baisser les superficies de riz. Le système de troc instauré jusqu'en 2005 par les acheteurs de noix, consistant à échanger un kilogramme de noix d'acajou contre un kilogramme de riz, est un des facteurs explicatifs. En 2007, un kilogramme de riz s'échangeait jusqu'à trois kilogrammes de noix d'acajou. Afin d'éviter la dégradation des pouvoirs d'achat des producteurs de noix d'acajou, il est urgent de renforcer les capacités des producteurs pour la transformation primaire de la noix d'acajou. Elle ajouterait à la plus-value du produit qui, jusque là, est vendu à l'état brut.

Une enquête menée à la fin octobre et début novembre 2007 par la MADR/SSA, avec l'appui du PAM, dans le cadre du suivi des sites sentinelles révèle une baisse de l'insécurité alimentaire sévère allant de 18% en juin à 4% en novembre, et une baisse de l'insécurité alimentaire modérée de 25% à 10% pour la même période. Au même moment, la population à risque d'insécurité alimentaire est passée de 51 à 75% de juin à novembre 2007 et celle en sécurité alimentaire de 6 à 11%.

Togo

Sécurité agricole menacée dans les régions Savanes, Maritime et Plateaux

Au Togo, une mission conjointe d'évaluation de la situation agricole et alimentaire dans les régions Maritime, Savanes et Plateaux affectées par les inondations de l'été dernier a été conduite par le PAM et de la FAO du 17 février au 9 mars 2008, à la demande du Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche du Togo (MAEP).

Une saison pluvieuse précoce dans la région des Savanes, un démarrage tardif dans la région des Plateaux et des pluies erratiques et mal réparties dans la région Maritime, ont considérablement

perturbé la production agricole sur l'ensemble des trois régions. La très grande majorité des exploitations agricoles ont obtenu des rendements agricoles médiocres, mais à des degrés divers. La mission estime le nombre de ménages agricoles victimes des inondations à 24 900 répartis comme suit:

- 6 908 ménages touchés et 8323 ha de cultures dans la région des Savanes, et 16 000 tonnes de céréales perdues ;
- 2 022 ménages et 2038 ha de cultures vivrières détruites dans la région des Plateaux;
- 15 970 ménages touchés et 7675 ha. de cultures détruites dans la région Maritime.

Selon la mission PAM/FAO, la période de soudure a déjà commencé (ou sur le point de commencer) avec plusieurs mois d'avance, pour une grande partie des ménages ruraux sinistrés. Les données recueillies auprès de 31 ménages ruraux interrogés dans les villages sinistrés font état d'une situation dramatique de leurs stocks alimentaires. À l'exception d'un seul, ils n'ont pu constituer de réserves suffisantes pour se nourrir au-delà du mois de juillet. Treize d'entre eux (plus de 40 %) ont terminé leurs réserves en céréales à la fin février, 8 (environ un quart) avaient moins d'un mois de réserves alimentaires, 6 avaient des stocks pour un à trois mois et seulement 3 pour les prochains 3 à 5 mois. L'absence de réserves alimentaires ou leur fin proche est inquiétante, car la production vivrière locale est le facteur essentiel de sécurité alimentaire dans ces zones caractérisées par des indices de pauvreté élevés et la très grande faiblesse du pouvoir d'achat. Pour certains ménages, ce dernier a été réduit par les mauvais rendements des cultures de rente au cours de la précédente campagne et par les dettes contractées au début de la précédente campagne pour l'achat des intrants.

Pour obtenir des revenus pour l'achat de denrées alimentaires, les ménages ont recours le plus souvent au petit commerce, au métayage, à l'abattage d'arbres et d'arbustes pour la production et la vente de charbon de bois, à la pêche ainsi que la vente du bétail. Dans les trois régions, les chefs de villages interrogés ont également signalé une émigration plus importante qu'à la même période les années précédentes, vers d'autres régions agricoles, ou dans les villes, ou encore à l'étranger (Bénin, Ghana, Nigeria). Nos enquêtes sur le terrain n'ont pas permis de mesurer l'importance de ce phénomène.

Des signes de la détérioration de la situation alimentaire ont été relevés dans certains ménages tels que la réduction des rations alimentaires quotidiennes, ainsi que la collecte de produits inhabituels (feuilles, fruits et racines sauvages) et le recours à la chasse pour leur propre consommation. Aussi, les écoles ont commencé à noter une augmentation des abandons scolaires qui, selon un document des services de l'Education de la préfecture des Lacs dans la région Maritime, ira en augmentant si rien n'est fait pour secourir ces populations en vivres¹. Des cas de trafics d'enfants, qui seraient liés à l'aggravation des conditions des ménages sinistrés, ont également été signalés par les autorités des préfectures de la région Maritime riveraines du Bénin.

Sur le plan nutritionnel, une enquête de Médecins Sans Frontières (MSF) suisse menée au cours du mois de février dans la région des Savanes révèle que la situation nutritionnelle pourrait se dégrader rapidement dans les prochains mois si aucune aide alimentaire n'est apportée aux ménages les plus touchés par les aléas climatiques.

Les ménages dont les réserves sont nulles et les stocks de céréales épuisés doivent faire face à la flambée des prix des principales denrées de base, notamment les céréales. La région des Savanes et la région Maritime ont été les plus touchées par la hausse des prix des produits agricoles. Ainsi, à la fin du mois de février, le prix du bol de maïs (2,5 kg) était de 450-500 F CFA sur les principaux marchés des régions susmentionnées (Savanes et Maritime), soit pratiquement le double de ce qu'il était en 2007 à pareille époque. Il a en revanche augmenté plus modérément sur les marchés de la région des Plateaux. Le prix du sorgho a lui aussi été multiplié par deux sur les marchés des trois régions. Pour

¹ IEPP Lacs « Rapport sur l'inventaire des dégâts causés par les inondations de Juillet à Octobre 2007 dans les écoles des villages riverains de la préfecture des Lacs »

faire face à la flambée des prix, l'Observatoire de la Sécurité Alimentaire au Togo (OSAT) a abaissé le prix du sac de maïs de 100 kg de 18 000 F CFA à 16 000 F CFA, en déversant sur le marché une partie du maïs qu'il a stocké.² En année normale cet organisme intervient entre juin et août pour faire baisser les prix des produits sur le marché.

Sur la base des informations recueillies, la mission a des inquiétudes quant à la situation alimentaire des ménages agricoles jusqu'à la prochaine récolte et quant à leur capacité à relancer la production vivrière. Pour éviter une aggravation de la situation alimentaire et agricole dans un proche avenir, la mission a formulé un projet de soutien d'urgence à la campagne agricole prochaine au travers d'une distribution d'intrants aux producteurs affectés par les inondations. Afin d'éviter qu'une situation d'une telle gravité ne se reproduise, la mission recommande que, dès à présent, des projets visant à renforcer les capacités de résilience des populations rurales vulnérables soient étudiés par la FAO, conjointement avec le Gouvernement togolais.

Niger

L'insécurité alimentaire en hausse

Selon les résultats préliminaires de l'enquête conjointe sur la sécurité alimentaire et la vulnérabilité des ménages conduite en décembre 2007 par le Gouvernement du Niger, en collaboration avec le PAM, l'UNICEF, le FEWS-net, le CILSS et la FAO, 12% de la population sont en insécurité alimentaire sévère contre 9% en novembre 2006. L'insécurité alimentaire modérée touche 22% de la population contre 21% en 2006.

Ces résultats indiquent également une légère dégradation de la situation alimentaire par rapport à la même période de l'année passée et une augmentation de la proportion de ménages en insécurité alimentaire sévère qui passe de 9% en novembre 2006 à 12% en décembre 2007. S'agissant de la proportion des ménages en insécurité alimentaire modérée, elle est de 22 % contre 21 %.

Actuellement, une détérioration de la situation alimentaire des ménages en insécurité alimentaire sévère est à craindre. En effet, en décembre 2007, leurs stocks alimentaires ne pouvaient couvrir leurs besoins alimentaires que pour une période de deux mois. De plus, ils disposaient de très peu d'opportunités pour générer de revenus additionnels. En plus, leur pouvoir d'achat est trop faible pour leur permettre d'acheter des vivres sur les marchés même en période de forte disponibilité. Par ailleurs, depuis les récoltes de 2006/2007, plus de 60% des ménages en insécurité alimentaire sévère se sont endettés pour satisfaire leurs besoins alimentaires contre 47,6% en moyenne pour l'ensemble des ménages.

En guise de recommandations, la mission préconise que les programmes d'atténuation et de renforcement des capacités des ménages à faire face aux chocs en cours dans le pays se poursuivent. Des actions ciblées sur les populations les plus vulnérables telles que le « cash for work », le « food for work », les distributions gratuites ciblées, le « blanket feeding », les banques de céréales, la vente de céréales à prix modéré, les micro crédits, les programmes de distribution de semences doivent être initiés dans les zones les plus affectées dans le très court terme. Une attention particulière doit être apportée à l'évolution de la situation alimentaire dans les régions d'Agadez et Diffa en raison des risques élevés qui affectent leurs moyens de subsistance.

L'insécurité alimentaire cause un exode massif de populations dans le sud du Niger

Contrairement à 2005, où la plupart de la population nigérienne était restée dans les villages à attendre l'aide alimentaire, de nombreux départs de populations des villages voisins vers le Nigeria ont été notés cette année. C'est ce qui ressort de la mission conjointe OCHA/PAM/ Direction Régionale du

² <http://www.republicoftogo.com/central.php?o=5&s=35&d=3&i=1568>

Développement Agricole conduite du 11 au 16 mars dans la région de Maradi pour évaluer la situation alimentaire et nutritionnelle des zones vulnérables.

A Tessaoua et à Aguié, des départements situés dans la région de Maradi, des actifs et des ménages entiers composés d'hommes, de femmes et d'enfants scolarisés se déplacent vers le Nigéria voisin. Selon le préfet d'Aguié, plusieurs villages se sont vidés de leurs habitants. Pour le département de Tessaoua, la commune de Korgom est la plus touchée par l'exode **causée** par l'insécurité alimentaire. Selon les chefs de village, les départs concerneraient plus de 70% de la population, environ 14.196 personnes sur 20.281 habitants.

Dans ces deux départements, certains ménages commencent à recourir aux aliments de pénurie. La zone connaît un déficit agricole de plus de 50%, et les stocks paysans ont une disponibilité de moins de trois (3) mois. Ne pouvant plus dépendre du Nigeria voisin qui a connu un déficit céréalier à l'issue de la campagne de 2007, les marchés environnants sont faiblement approvisionnés par des paysans dont les stocks s'amenuisent de jour en jour.

Il s'y ajoute une hausse des prix des céréales, des intrants zootechniques et du bétail qui, selon certaines sources, ne répondrait pas aux exigences de l'offre et de la demande, mais relèverait plutôt des spéculations entretenues par les commerçants. Par conséquent, la situation nutritionnelle est caractérisée par une légère augmentation des cas d'enfants malnutris dans les centres de récupération nutritionnelle. Cette situation pourrait se détériorer si des mesures appropriées ne sont pas prises, notamment en matière de sécurité alimentaire.

Le Dispositif National de Prévention et de Gestion des Crises Alimentaires (DNP-GCA) dispose d'un plan d'action pour la distribution gratuite de vivres, l'installation de banques cérésières, le démarrage d'activités «cash for work» afin de prévenir l'insécurité alimentaire de la période de soudure. La FAO a distribué des semences et des intrants agricoles, toujours dans le cadre du plan d'action du DNP-GCA.

Sénégal

Plus de 24 millions de dollars pour le monde rural – Gouvernement

Le président sénégalais Abdoulaye Wade a accordé le 27 mars 10 milliards de francs CFA (plus de 24 millions de dollars US) pour aider le monde rural à faire aux mauvaises récoltes et à la hausse des prix du fait de la flambée des cours mondiaux du pétrole. La production agricole 2007-2008 a baissé au Sénégal suite à la faiblesse des pluies qui a compromis plusieurs récoltes dont celle de l'arachide, principale culture du pays. Une enquête a été menée au courant du mois de mars, suite à mission conjointe conduite du 16 au 26 janvier 2008 qui avait révélé des poches de vulnérabilité à travers le pays. Et pour combler le déficit céréalier de cette année, un besoin céréalier de 71.000 tonnes avait été avancé par le gouvernement sénégalais, un chiffre qui devait être affiné par d'autres enquêtes. En outre, les agences des Nations Unies et les ONGs attendent une demande officielle d'assistance internationale émanant du Gouvernement sénégalais leur permettant d'augmenter leur assistance aux couches les plus vulnérables.

1.2 Protection et mouvements de populations

Ghana : 15 réfugiés libériens rapatriés

Les autorités ghanéennes ont renvoyé de force chez eux 15 Libériens réfugiés au Ghana, avant d'interrompre temporairement cette opération de rapatriement, a indiqué au média l'ONG Niapele Project qui opère dans le camp de réfugiés de Buduburam, non loin d'Accra, qui abrite environ 26.000 personnes. Cette opération de rapatriement des réfugiés libériens aurait été suspendue à la demande du Gouvernement du Liberia qui aurait envoyé une équipe au Ghana pour trouver une solution.

Mécontents du projet du Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) de les rapatrier chez eux, les réfugiés libériens ont, ces dernières semaines, manifesté quotidiennement à l'extérieur de

Buduburam, le plus grand camp d'accueil du Ghana. La police ghanéenne avait interpellé le 17 mars 630 réfugiés accusés d'être derrière ces manifestations et les avaient transférés dans un camp de transit.

Mali : une trentaine d'enfants victimes de trafic interceptés

Au moins 26 enfants victimes de trafic, dont 22 guinéens et 4 maliens, ont été interceptés au courant de la semaine du 17 au 21 mars par les autorités frontalières maliennes. Les enfants, qui venaient pour la plupart de Siguiri (Guinée) ont été interceptés vers Kita (région de Kayes au Mali). Les enfants doivent être rendus à leur famille respective avant la fin du mois de mars au Mali et en Guinée. La traite transfrontalière des enfants reste largement répandue en Afrique de l'Ouest. Les enfants sont souvent employés dans le secteur informel comme domestiques, ainsi que dans les secteurs agricole et des mines.

1.3 Santé

Méningite

A la date du 23 mars 2008, 12 districts au **Burkina Faso** ont atteint la phase d'alerte, qui équivaut à 1 cas sur 100.000 personnes par semaine. Entre le 1er janvier 2008 et le 23 mars 2008, environ 5.892 cas dont 584 décès, soit un taux de létalité de 9,91%.

L'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) a entrepris la prise en charge des cas, la surveillance épidémiologique, le stockage des vaccins ainsi que campagnes de vaccination. Les prélèvements réalisés à ce jour ont identifié 2 types de germe de la méningite : Méningocoque A, qui répond au vaccin, et la pneumocoque.

Suite à une étude comparative réalisée entre 2007 et 2008, il semble que la méningite ait frappé plus fort en 2007. De plus, les besoins en vaccins sont couverts car le stock actuel est de 890.108 doses de vaccins contre les 809.190 requis.

Au **Sénégal**, 35 cas suspects ont été déclarés depuis le début de l'année (méningocoque C). Il est estimé que 3 nouveaux cas se déclarent par semaine ce qui est conforme à la moyenne habituelle. La situation est stable, ce qui s'explique par la stratégie de vaccination préventive tous les 24 mois dans les districts à risque (Tambacounda, Kaolack, Kaffrine). Cette stratégie est mise en œuvre par le Ministère de la Santé sur fonds propres, en association avec l'OMS dans la phase de planification.

Au niveau global, un nouveau vaccin contre la méningite (A et C) est en dernière phase de préparation (projet OMS/PATH). Il est prévu de l'utiliser lors des campagnes de vaccination préventive en 2009, une campagne qui bénéficiera également aux plus jeunes (âgés de moins de 2 ans). Les premiers essais sont positifs et le vaccin ne coûterait que 0,40 USD/dose.

VIH/SIDA

World Vision International élabore actuellement sa stratégie Santé dans la sous région, dans laquelle seront intégrés le VIH/SIDA et la santé (interventions communautaires, lutte contre les maladies transmissibles) jusqu'alors séparés. Des programmes de nutrition sont actuellement en cours, qui seront également intégrés dans cette stratégie. Dans les trois prochaines années, le programme nutrition sera piloté au Mali et au Niger.

2- SITUATION SOCIO-POLITIQUE ET SECURITAIRE

La situation sécuritaire au nord Mali se détériore

La situation sécuritaire au nord du Mali qui s'est beaucoup dégradée suite aux hostilités ouvertes le 20 mars entre des hommes armés qui appartiendraient au groupe du chef rebelle dissident Ibrahim Ag Bahanga et les forces armées maliennes à Kidal. Trois soldats maliens ont été tués lors d'une attaque et cinq civils ont péri quand une mine a explosé au passage du véhicule qui les transportait. Selon le Ministre des Affaires Etrangères qui a donné un point d'information le 22 mars avec les diplomates accrédités à Bamako, une vingtaine de militaires blessés pendant les combats ont été enlevés par les

"rebelles" alors qu'ils étaient transportés par le CICR pour des soins vers la ville de Kidal. En plus, le Ministre n'exclut pas l'implication "d'assaillants" venus de l'extérieur pour prêter main forte au groupe de Ibrahim Ag Bahanga. Concernant les deux otages autrichiens qui auraient été enlevés le 22 février en Tunisie par la branche d'Al-Qaïda au Maghreb, le Ministre a déclaré qu'il n'y avait pour le moment aucune indication précise de leur présence sur le territoire malien. Le 26 mars un camp militaire situé à Aguelhok (région de Kidal) a été attaqué par des assaillants, sans faire de victimes.

3- MOBILISATION DES RESSOURCES

Des ressources mobilisées pour répondre à la méningite

Au Burkina Faso, l'équipe pays du système des Nations Unie avait soumis une requête de financement Fonds Central d'Intervention d'Urgence (CERF) au début du mois de mars pour répondre à la méningite. La requête a été par la suite retirée en raison d'un financement reçu de la Banque Mondiale (WB) pour soutenir le Plan National de Riposte.

Par ailleurs, la FICR a mobilisé des ressources internes pour la phase de préparation au Burkina Faso et en Côte d'Ivoire. Entre décembre 2007 et mars 2008, 170,000 de dollars US ont été alloués à la Société Nationale au Burkina Faso et 40,000 dollars US à la Société Nationale en Côte d'Ivoire pour des activités de préparation (formations volontaires, préparation communautaire...). Le fonds d'urgence du Mouvement de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (DREF) pourrait éventuellement être mobilisé pour financer les activités de réponse à l'urgence.

Des ressources mobilisées pour répondre aux crises sous-financées

Les Nations Unies ont alloué en fin février 2 255 393 millions de dollars en aide humanitaire au Niger (1 500 000 de dollars) et au Burkina (755 393 de dollars), dans le cadre des crises sous financées. La somme provient du Fonds Central d'Intervention d'Urgence des Nations Unies (CERF) créé en mars 2006 et géré par le Bureau des Nations Unies pour la Coordination des Affaires Humanitaires (OCHA).

Ces allocations du CERF attribuées à l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), sont destinées à lutter contre l'insécurité alimentaire dans les zones vulnérables du Niger et du Burkina Faso suite aux mauvaises campagnes agricoles et aux inondations qui ont été enregistrées au cours de la saison des pluies écoulée dans ces deux pays.

Les fonds permettront à plus de 48 600 ménages (30 000 au Niger et 18 600 au Burkina Faso) de reprendre les cultures vivrières afin d'améliorer leur sécurité alimentaire et de réduire leur dépendance de l'aide alimentaire. Avec ce financement, la FAO et ses partenaires sur le terrain de mettront en œuvre des projets soumis dans le cadre de l'Appel de Fonds Humanitaire 2008 pour l'Afrique de l'ouest (CAP), lancé le 18 décembre 2007 à Dakar. Le CERF est un outil de financement rapide dont l'objectif principal est de sauver des vies. Il permet aux Nations Unies de mieux répondre aux besoins des populations victimes de désastres naturels et de conflits à travers le monde.

Appel humanitaire (CAP) 2008 pour l'Afrique de l'ouest financé à 29,6%

L'Appel de Fonds Humanitaire Consolidé pour l'Afrique de l'Ouest lancé le 18 décembre 2007 est financé à hauteur de 29,6 % à la date du 31 mars 2008. Les Nations Unies et les partenaires ont besoin de 313 millions de dollars US pour relever les défis humanitaires en Afrique de l'ouest en 2008. L'appel comporte 83 projets des agences des Nations Unies et des organisations non gouvernementales.

Tableau du niveau de financement du CAP 2008 par thème (à la date du 29 février 2008)

Thèmes	Requêtes en \$ US	Financement en \$ US	%	Promesses en \$ USD
Sécurité Alimentaire et Nutrition	137 187 536	56 361 995	41%	0

Urgences sanitaires	20 389 203	1 314 485	6%	0
Protection /Mouvements de populations	131 419 473	35 689 005	27%	0
Préparation aux Catastrophes Naturelles	2 982 900	0	0%	0
Eau, Assainissement et Hygiène	4 815 875	0	0%	0
Trans-thématique/Coordination	20 829 211	0	0%	1 109 467
Thème non spécifié	0	664 622	0	20 022 809
Grand Total:	317 624 198	94 030 107	30%	21 132 276

Pour plus d'informations sur le financement du CAP 2008, veuillez vous référer à www.reliefweb.int/fts . Le lien direct pour des informations concernant le CAP Afrique de l'Ouest: <http://ocha.unog.ch/fts2/pageloader.aspx?page=emerg-emergencyDetails&emergID=15184>

5 CALENDRIER DES EVENEMENTS

Date	Evènements	Où	Qui
2-3 avril	Réunion inter-agences	Nouakchott, Mauritanie	IASC
17-18 avril	Concertation Régionale sur les Inondations en Afrique de l'Ouest	Dakar, Sénégal	OCHA

Pour plus d'information sur la situation humanitaire en Afrique de l'Ouest et pour consulter d'autres rapports sur la situation humanitaire dans la région: <http://ochaonline.un.org/westafrica>

Pour être informé au quotidien de la situation humanitaire par mail, veuillez vous abonner à IRIN : www.irinnews.org

Pour être inclus ou exclus de la liste de distribution du Rapport sur la Situation Humanitaire en Afrique de l'Ouest, ou pour contribuer au prochain rapport mensuel, contacter M. Ndiaga Seck à: seckn@un.org

NB: OCHA ne partage pas forcément les opinions exprimées dans ce document. OCHA ne garantit pas la justesse des rapports cités.

[Fin]